

L'observatoire de l'économie de la zone d'emploi de Brest

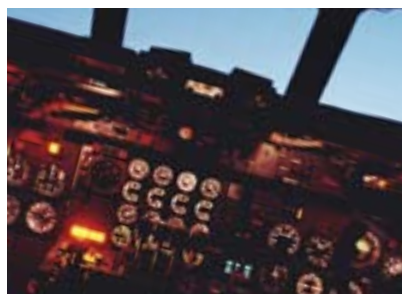
La lettre des observatoires de l'ADEUPa
n°110 - mars 2010

définition de l'observatoire

Créé en 1984, l'observatoire de l'économie, anciennement « tableau de bord de l'économie brestoise », joue un rôle de veille conjoncturelle à l'échelle de la zone d'emploi de Brest. Il présente une analyse des activités économiques des entreprises, de la consommation des ménages et du marché de l'emploi.

Depuis 2006, il est complété par une enquête de conjoncture, réalisée en collaboration avec la CCI de Brest, auprès des entreprises.

L'ADEUPa collecte les informations auprès de différents partenaires; des échanges réguliers permettent par ailleurs d'enrichir les analyses. Ce numéro a été réalisé en collaboration avec Inforem, l'observatoire emploi-formation de Brest métropole océane, qui a effectué l'analyse du marché du travail.



Les partenaires de l'observatoire :

Pôle Emploi • Banque de France • Chambre d'agriculture du Finistère • CRCI de Bretagne • CCI de Brest • CMA29 • Bmo • Direction régionale de l'équipement de Bretagne • Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle • INSEE Bretagne • Direction des services fiscaux • Sous-préfecture • Trésorerie générale • Tribunal de commerce de Brest • UBO • URSSAF du Finistère



Brest
métropole océane
COMMUNAUTÉ URBAINE
Inforem - Observatoire emploi-formation



Crédit photo : Benjamin Deroche

DEUXIÈME SEMESTRE 2009



MOROSITÉ AMBIANTE

Le climat économique ne s'est guère amélioré ce semestre, dans le Pays de Brest. Les secteurs de l'industrie et de la construction ont enregistré une baisse significative de leurs chiffres d'affaires en 2009 et le niveau des carnets de commande reste insuffisant. Face au tassement de la demande, la concurrence est vive et incite les professionnels à baisser les prix, rognant ainsi sur leurs marges d'exploitation. Par ailleurs, les investissements des entreprises diminuent dans l'ensemble des secteurs : bureaux, commerces, industries... Si la demande ne redémarre pas dans les

prochains mois, la crainte est de voir certaines entreprises, déjà fragilisées financièrement, procéder à des licenciements en 2010.

Sur le marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de manière continue; le taux de chômage atteint désormais 8,3 % dans la zone d'emploi de Brest. Les hommes, les seniors et les chômeurs de longue durée représentent les principales victimes du ralentissement économique. En France, les experts (INSEE, OCDE...) ne prévoient pas d'amélioration pérenne de la situation avant début 2011. Au

Activité économique



Photo : René Targuy



UN CLIMAT DES AFFAIRES TOUJOURS TENDU

Le chiffre d'affaires des entreprises du Pays de Brest, en données corrigées des variations saisonnières, recule significativement sur le 2^e semestre 2009 (- 18 %). En un an, le repli s'élève à 6 %. L'ampleur de la baisse illustre les difficultés rencontrées par les entreprises dans un contexte de crise économique; elle doit toutefois être relativisée car les coûts d'achat des matières premières, nettement inférieurs à ceux de 2008, ont induit une baisse des prix de vente de certains produits finis.

L'érosion du chiffre d'affaires est plus prononcée pour les industriels, les professionnels de la construction, les entreprises de négoce, les transporteurs et prestataires de services aux entreprises. Le secteur du commerce se distingue par une évolution positive des ventes, liée en grande partie au marché automobile. Ce dernier a été soutenu par les plans de relance mis en œuvre par de nombreux pays (en France, dispositif de la prime à la casse en place depuis fin 2008).

DES PERFORMANCES À L'EXPORT EN REPLI

Pour la 2^e année consécutive, les performances des entreprises du Pays de Brest à l'international reculent. Le chiffre d'affaires à l'exportation, essentiellement réalisé par les industries agroalimentaires et les biens d'équipement, s'est replié de 20 % sur l'année. À cela deux raisons: la contraction de la de-

mande étrangère, ainsi que la baisse du cours des matières premières et donc des prix de vente.

HÔTELLERIE D'AFFAIRES: LÉGER REcul DE L'ACTIVITÉ

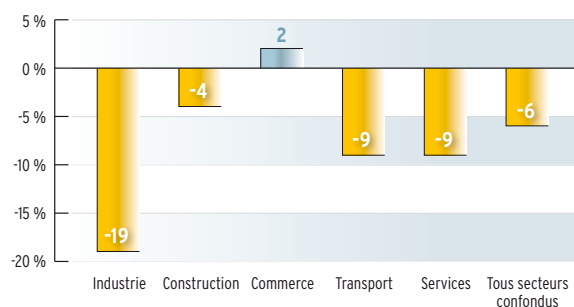
Le nombre de nuitées d'affaires, enregistré par les hôteliers du Pays de Brest sur le 2^e semestre 2009, diminue légèrement (- 1,7 %). Les mois de juillet et août ont été décevants alors que la fin de l'année est très bien orientée; l'organisation de congrès importants y a participé. Par exemple, la 5^e édition des Assises de l'Économie Maritime et du Littoral, organisée au Quartz à Brest les 1^{er} et 2 décembre, a accueilli plus de 1 300 participants.

STAGNATION DU TRAFIC À L'AÉROPORT BREST BRETAGNE EN 2009

Le trafic passager s'est globalement mieux comporté sur le 2^e semestre 2009 que sur la même période de l'année précédente. Cet infléchissement à la hausse tient pour l'essentiel aux bons résultats enregistrés par les low cost. Les plus belles progressions sont affichées par les liaisons avec Marseille et Londres-Luton. À l'inverse, la tendance à la baisse des vols réguliers, hors low cost, déjà enregistrée au 1^{er} semestre, se confirme sur le second. Le trafic charters continue à se tasser (- 2,7 % sur l'année).

Avec 891 463 passagers en 2009, l'aéroport Brest Bretagne enregistre ainsi un coup d'arrêt aux progressions enregis-

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DES ENTREPRISES DU PAYS DE BREST ENTRE 2008 ET 2009 (en %)



Source : Direction des services fiscaux – en euros constants
Les renseignements concernent les entreprises qui déposent des déclarations CA3 selon le régime réel normal; sont exclues celles qui dépendent de la Direction des Grandes Entreprises.

trées les années précédentes (+ 0,3 %). Ce résultat reste néanmoins satisfaisant dans un contexte national de recul du transport aérien (- 3,9 %).

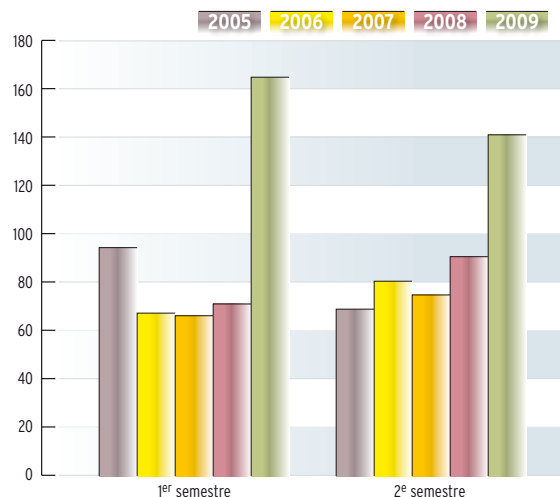
REPLI DE LA CRÉATION D'ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DU BTP

Le nombre de créations d'entreprises est en légère progression au 2^e semestre 2009 (+ 3 %). Par contre, les nouvelles installations dans le secteur de la construction ont diminué de près de moitié. Ce recul, conséquence à la fois de la crise économique et du succès du statut d'auto-entrepreneur, explique en grande partie l'érosion de la création d'entreprises sur l'année 2009 (- 10 %). Les Pays d'Iroise et des Abers ont été les plus touchés.

NOUVELLE HAUSSE DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Dans le prolongement de la tendance constatée sur la 1^{re} moitié de l'année, le nombre de défaillances d'entreprises s'est fortement accru au 2^e semestre 2009 (+ 55 % par rapport à la même période en 2008). Au total, 235 liquidations et 71 redressements judiciaires ont été prononcés en 2009 (respectivement 140 et 22 l'année précédente). Ce sont principalement des petites entreprises qui ont été victimes du contexte économique difficile.

NOMBRE DE REDRESSEMENTS ET LIQUIDATIONS JUDICIAIRES AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BREST



Source : Greffe du Tribunal de Commerce de Brest



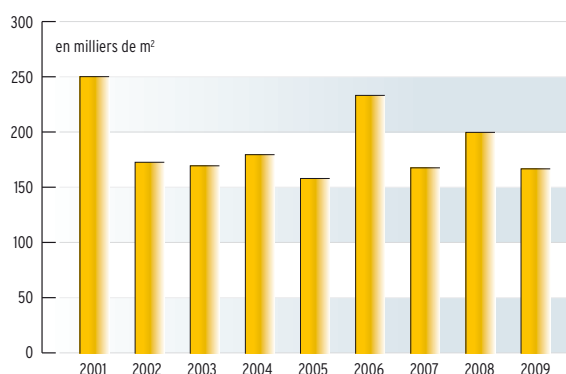
Économie bretonne : effritement de la rentabilité

Dans le secteur agricole, selon la DRAAF, la conjoncture est défavorable pour la plupart des activités (prix du lait faible, chute du cours du porc, des prix de la tomate...). Dans l'industrie, le taux d'utilisation des capacités de production a continué de se redresser, tout en demeurant nettement en dessous de la moyenne de longue période, d'après la Banque de France. L'activité dans le bâtiment est restée stable ; une progression était notée dans les travaux publics, grâce aux commandes publiques.

Globalement, les rentabilités d'exploitation se sont effritées en 2009. Les pertes d'emploi se sont intensifiées au cours de l'été, notamment dans l'industrie et la construction, et de manière plus marquée qu'au niveau national.

DRAAF : Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt.

SURFACE DES LOCAUX AUTORISÉS



Source : DRE - Sitadel



ANALYSE SECTORIELLE

INDUSTRIE

L'industrie est un secteur fortement impacté par la crise économique. Les ventes ont chuté en raison d'un tassement de la demande nationale et étrangère. C'est dans les industries de biens intermédiaires et d'équipement que la baisse des commandes est la plus sensible (fabricants de produits minéraux, chaudronnerie, métallurgie, fabrication de machines et équipements...).

Le recul de l'emploi intérimaire, le recours au chômage partiel conjoncturel, le repli des chiffres d'affaires attestent des difficultés rencontrées par les professionnels. Les chefs d'entreprises font état d'une dégradation de leur rentabilité. Dans ce contexte, l'agroalimentaire semble le secteur le moins touché en 2009.

RÉPARATION NAVALE CIVILE

Le niveau d'activité de la réparation navale civile est globalement comparable à celui du 2^e semestre 2008. Côté formes de radoub, le nombre de bateaux accueillis est stable, mais le volume des travaux a augmenté. L'activité aux quais de réparation s'inscrit quant à elle en légère baisse. Au total, sur l'ensemble de l'année 2009, l'activité de réparation navale affiche des résultats relativement satisfaisants, dans la continuité de l'année 2008.

ACTIVITÉS PORTUAIRES

Avec 1,444 million de tonnes traitées sur le 2^e semestre, le trafic du port de commerce de Brest progresse par rapport à la même période de 2008 (+ 5 %). Comme sur le 1^{er} semestre, cette croissance du trafic est d'abord portée par

une conjoncture favorable aux importations de matières premières agricoles. Les vrac solides pour l'alimentation du bétail (graines de soja et tourteaux de colza notamment) sont en hausse de 16 % sur l'année. À l'inverse, les marchandises diverses affichent des trafics à la baisse. Au total, le port de Brest dépasse pour la 1^{re} fois les 2,8 millions de tonnes de trafic annuel, soit + 1 % par rapport au trafic 2008.

BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Dans le secteur du bâtiment, le carnet de commandes des entreprises du Pays de Brest reste à un niveau médiocre, au regard des années précédentes. Les demandes de recours au chômage partiel ont toutefois été moins nombreuses qu'au 1^{er} semestre 2009, signe probablement d'une contraction moins prononcée de l'activité. Dans les travaux publics, certains professionnels tirent parti des investissements des collectivités.

Dans ce contexte, peu porteur en termes d'activités, les prix de vente ont fléchi, induisant des difficultés de trésorerie et une érosion des marges.

TOURISME

Le démarrage de l'activité touristique a été poussif dans le Pays de Brest et la fréquentation en juillet apparaît globalement décevante. En août, les résultats sont meilleurs et ont parfois permis de compenser le déficit de fréquentation observé le mois précédent. La fin de saison s'avère satisfaisante, à l'exception du secteur du tourisme d'affaires.



IMMOBILIER D'ENTREPRISES

RECUL DES INVESTISSEMENTS



L'investissement des entreprises a faibli ce semestre (- 47 % par rapport au 2^e semestre 2008). Ce ralentissement affecte l'ensemble des secteurs : bureaux, commerces, industries... Seuls les investissements des collectivités se maintiennent à un niveau comparable.

Au final, sur l'année 2009, les investissements reculent par rapport à 2008 (- 17 %). Pour autant, le volume d'investissement des entreprises et collectivités dans l'immobilier reste satisfaisant : il se situe à un niveau identique à celui enregistré en 2007, à un moment où la crise économique ne s'était pas encore manifestée.



Photo : ADEUPa

Conjoncture nationale : une lente amélioration

En France, le PIB annuel a reculé de 2,2 %, soit la baisse la plus importante depuis l'après-guerre. Sur le 2nd semestre 2009, l'INSEE constate une lente amélioration, comme dans la plupart des pays avancés. En fin d'année, le climat des affaires se redresse vivement dans les services, mais marque le pas dans l'industrie et demeure déprimé dans la construction. La consommation des ménages est dynamique, tirée par les achats d'automobiles.

Début 2010, l'INSEE prévoit une reprise française laborieuse, avec une décélération dans l'industrie et un dynamisme des services. Le chômage devrait poursuivre sa hausse, mais de façon moins rapide qu'en 2009.

Marché du travail

DEMANDEURS D'EMPLOIS



PROGRESSION DES EFFECTIFS

Fin décembre 2009, la zone d'emploi de Brest comptait 14 943 demandeurs d'emploi de catégorie A¹. En six mois, la progression atteint 10 % et s'inscrit pour la 1^{re} fois depuis plusieurs mois, au-dessus des évolutions nationale (+ 7 %) et régionale (+ 8 %).

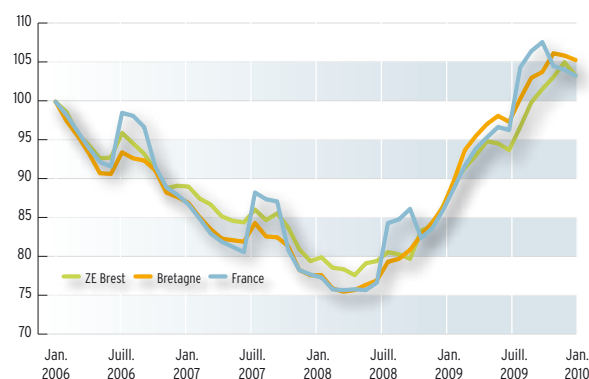
Elle n'est toutefois pas continue et varie selon les territoires. Ainsi, sur le 2^e se-

mestre, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A) a été particulièrement forte en France jusqu'à fin septembre, avant d'amorcer un recul au 4^e trimestre (- 4 %). En Bretagne, le nombre des inscrits à Pôle emploi s'est accru jusqu'à fin octobre et, un mois après la France, a enregistré un léger repli en novembre, confirmé en décembre. Quant

à la zone d'emploi de Brest, seul le mois de décembre a enregistré une baisse (- 2 %). Néanmoins, ce recul devrait être de courte durée puisque les experts (INSEE, OCDE...) ne prévoient pas d'amélioration pérenne sur le marché du travail avant début 2011.

Dans la zone d'emploi de Brest, 22 837 demandeurs d'emploi

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A (INDICE 100 EN JANVIER 2006) en données CVS*



* CVS : correction des variations saisonnières

Source : DRETF 29, travail-solidarite.gouv.fr - Traitement ADEUPa



Photo : René Tanguy

de catégories A, B² et C³ sont inscrits fin décembre à Pôle emploi. Leur nombre a augmenté de 10 % depuis juin 2009 (+ 8 % en France, + 9 % en Bretagne). Cette progression a été continue tant au niveau local que régional.

À noter que le nombre d'inscrits en catégorie A diminue en décembre, que ce soit sur la zone d'emploi de Brest, en Bretagne ou en France, tandis que ceux en catégories B et C progressent (entre 2 et 4 % en moyenne selon les territoires). Il est alors possible que les personnes jusqu'à présent inscrites en catégorie A aient travaillé ponctuellement et aient ainsi rejoint les catégories B et C.



TAUX DE CHÔMAGE : HAUSSE LOCALE

Source : INSEE

Au 3^e trimestre 2009, le taux de chômage⁴ de la zone d'emploi de Brest s'élève à 8,3 % de la population active, soit une hausse de 0,2 point par rapport au trimestre précédent. Il faut remonter à début 2006 pour retrouver un taux aussi haut.

En Bretagne et en France, le taux de chômage n'augmente pas et se maintient respectivement à 7,7 % et 9,1 % de la population active. Cette pause serait temporaire puisque l'INSEE prévoit pour fin 2010, un taux de chômage à 9,9 % en France.

ACCÉLÉRATION DU CHÔMAGE POUR LES SENIORS ET LES CHÔMEURS DE LONGUE DURÉE

Ce semestre, trois publics sont particulièrement touchés par la mauvaise conjoncture :

- Les hommes, dont le nombre de demandeurs d'emploi progresse deux fois plus vite que les femmes (respectivement + 24 % contre + 11 % en un an). Désormais, ils représentent 54 % des inscrits.

- Les seniors. Le chômage des 50 ans et plus augmente fortement au regard des autres publics (+ 26 % en un an). Cette progression, comparable au niveau national, est tout de même en deçà de la hausse régionale (+ 29 %).

- Les chômeurs de longue durée. Près du tiers des inscrits de catégories A, B et C recherchent un emploi depuis plus d'un an (proportion semblable en France et en Bretagne). La croissance annuelle est forte (+ 27 % dans la zone d'emploi, + 29 % en France, + 32 % en Bretagne) et pourrait s'amplifier dans les prochains mois.

En effet, un nombre élevé d'inscrits, en recherche d'emploi depuis bientôt un an,

risque prochainement de glisser dans la catégorie des chômeurs de longue durée.

Le chômage des jeunes dans la zone d'emploi de Brest est équivalent aux moyennes régionale et nationale (entre 18 et 19 % des demandeurs d'emploi de catégorie A). En un an, le nombre des demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans a augmenté de 18 % (comme en France, + 20 % en Bretagne). Pour la 1^{re} fois depuis plusieurs mois, cette progression suit le même rythme que celle des demandeurs d'emploi, tous publics confondus.

OFFRE D'EMPLOI UNE ÉVOLUTION INÉGALE ET FRAGILE



Après une sévère chute début 2009, le nombre d'offres enregistrées dans la zone d'emploi de Brest et en France a fortement remonté au 3^e trimestre pour se replier au 4^e trimestre. Certes, le volume d'offres atteint est au-dessus de celui observé les mois précédents. Toutefois, l'évolution des offres reste irrégulière et fragile. A contrario, en Bretagne, la courbe des offres s'inscrit à la hausse tout au long du 2^e semestre.

Les offres temporaires (de 1 à 6 mois) et occasionnelles (< 1 mois) sont à l'origine de la baisse des offres déposées fin 2009 dans la zone d'emploi de Brest.

La bonne nouvelle provient des offres durables (> 6 mois), qui sont en progression continue depuis début 2009. Il reste à savoir si cette tendance se confirmera...ou pas dans les prochains mois.

UN STOCK DE DEMANDEURS D'EMPLOI QUI NE DÉCROÎT PAS

Les entrées dans la demande d'emploi sont toujours plus nombreuses (+ 9 % par rapport au 2^e semestre 2008) et leur évolution est inégale d'un mois à l'autre.

Les entrées pour fins de contrats / missions sont orientées à la baisse (- 2 %), peut-être en raison d'une réduction des contrats mis en route.

Le nombre de licenciements diminue également : - 43 % pour les licenciements économiques, - 5 % pour les autres. Toutefois, cette baisse pourrait être temporaire, faute de reprise suffisante de l'activité en 2010.

Seuls deux motifs expliquent la progression des entrées dans la demande d'emploi : les reprises d'activité (+ 17 % par rapport au 2^e semestre 2008) et les autres cas (+ 37 % en un an), qui recouvrent des situations ne correspondant à aucune autre ventilation, y compris les entrées pour rupture conventionnelle de CDI.

La structure de la demande d'emploi fin décembre 2009

Données brutes - Source : DRTEFP 29

	Pays de Brest		Bretagne		France	
	Part en % / cat A	Évolution sur un an	Part en % / cat A	Évolution sur un an	Part en % / cat A	Évolution sur un an
Jeunes	19,5 %	+ 18,3 %	19,4 %	+ 19,9 %	19,5 %	+ 17,8 %
Femmes	46,4 %	+ 10,9 %	46,1 %	+ 13,5 %	46,2 %	+ 13,8 %
Seniors	15,8 %	+ 25,5 %	15,9 %	+ 28,9 %	15,9 %	+ 26,0 %
	Part en % / cat A-B-C	Évolution sur un an	Part en % / cat A-B-C	Évolution sur un an	Part en % / cat A-B-C	Évolution sur un an
Chômeurs de longue durée ⁵	32,1 %	+ 26,7 %	31,0 %	+ 31,7 %	32,8 %	+ 28,6 %

1 - Catégorie A : Demandeurs d'emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi. Principal indicateur mensuel du chômage. Il correspond aux personnes n'ayant pas du tout travaillé et recherchant un emploi quel qu'il soit.

2 - Catégorie B : Demandeurs d'emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (c'est-à-dire de 78 heures ou moins au cours du mois).

3 - Catégorie C : Demandeurs d'emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (c'est-à-dire de plus de 78 heures au cours du mois).

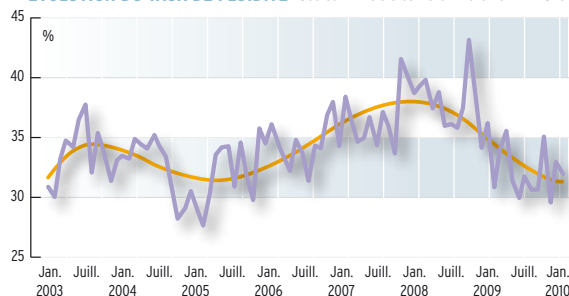
4 - Le taux de chômage résulte d'une nouvelle méthode de calcul de l'INSEE. Le terme « taux de chômage au sens du BIT » est remplacé par le terme « taux de chômage localisé » pour les taux régionaux, départementaux et par zone d'emploi. Il s'agit de taux en moyenne sur le trimestre, et non en fin de trimestre comme auparavant.

5 - Pour les chômeurs de longue durée, les statistiques officielles englobent les catégories A, B et C (part en % / catégories A, B et C).

Signe encourageant dans ce contexte morose, les sorties de la demande d'emploi sont en progression par rapport au 2^e semestre 2008 (+ 4 %). Comme pour les entrées, leur évolution n'a pas été linéaire sur la période : en baisse sur la 1^{re} période, en hausse sur les deux derniers mois. Les reprises d'emploi affichent une légère remontée (+ 4 %) et ont été particulièrement nombreuses en septembre. La hausse a également été nette pour les absences au contrôle (+ 22 % par rapport au 2^e semestre 2008).

Sans surprise, le taux de fluidité⁶ s'inscrit nettement en deçà de celui observé au 2^e semestre 2008. En cause, un stock de

ÉVOLUTION DU TAUX DE FLUIDITÉ Source : Ministère du Travail - Traitement ADEUPa



demandeurs d'emploi qui ne décroît pas, des entrées en progression, qui rendent difficile l'absorption par le marché du travail de ces inscrits supplémentaires. En conséquence, les demandeurs d'emploi rencontrent plus de difficultés à s'insérer sur le marché du travail.

122 DEMANDES DE CHÔMAGE PARTIEL EN 2009

Face à la baisse d'activité, le chômage partiel est une mesure de plus en plus envisagée par les employeurs, tant au plan national que local. En 2009, il y a eu **122 demandes de chômage partiel** (pour motif économique) dans le Pays de Brest, qui ont affecté près de **4 300 salariés**⁷ (en cumul). **427 776 heures** ont été autorisées, soit cinquante fois plus qu'en 2008 (source : DDTEFP). Les heures autorisées ne sont pas forcément toutes consommées ; il s'agit surtout pour les entreprises d'anticiper d'éventuelles difficultés à venir.

Au 2^e semestre 2009, le dispositif de chômage partiel a été moins utilisé, au regard des six premiers mois de l'année. Les entreprises y recourant sont principalement celles issues des filières industrielles (mécanique, électronique, métallurgie, fabrication de machines et équipements...) et de la construction.

MOYENNES ET GRANDES ENTREPRISES PRÉSERVENT LEURS EFFECTIFS

Le produit du versement transport, qui repose sur la masse salariale des entreprises implantées dans l'agglomération brestoise et employant plus de 9 salariés, est relativement stable sur le 2^e semestre 2009 (+ 1 % par rapport au 2^e semestre 2008). Les moyennes et grandes entreprises semblent donc avoir préservé les emplois jusqu'à présent, contrairement à de nombreuses petites entreprises qui ont dû ajuster leurs effectifs.

6 - Le taux de fluidité mesure la fluidité sur le marché du travail et la facilité que peuvent avoir les demandeurs d'emploi à trouver un travail. Il est le rapport entre les flux de demandeurs d'emploi et le stock (nombre de sorties et d'entrées sur les listes de Pôle emploi/nombre de demandeurs d'emploi en fin de période).

7 - La prudence est recommandée quant à l'interprétation de ce chiffre. En effet, un même salarié peut être compté plusieurs fois (possibilité de double-comptes), notamment si le dispositif de chômage partiel est prolongé.



Photo : ADEUPa

ÉVOLUTION DES OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES À PÔLE EMPLOI (INDICE 100 EN JANVIER 2003) - Données CVS*



* CVS : correction des variations saisonnières - Source : Pôle Emploi - Traitement ADEUPa

Le dispositif de rupture conventionnelle de CDI

Entré en vigueur au début de l'été 2008, ce dispositif permet à un employeur et à un salarié de se séparer – en principe – sur la base d'un consentement mutuel. Par ce commun accord, il permet de limiter les contentieux par rapport à un licenciement classique. Il donne accès aux indemnités de chômage et garantit aux salariés une indemnité spécifique de rupture conventionnelle, au minimum égale à l'indemnité légale de licenciement.

Les ménages



UNE CONSOMMATION QUI PROGRESSERAIT

Au 2nd semestre, le chiffre d'affaires du commerce de détail diminue par rapport aux années précédentes. La baisse semble toutefois moins marquée au 4^e trimestre, mais la comparaison s'effectue avec une période déjà impactée par la crise.

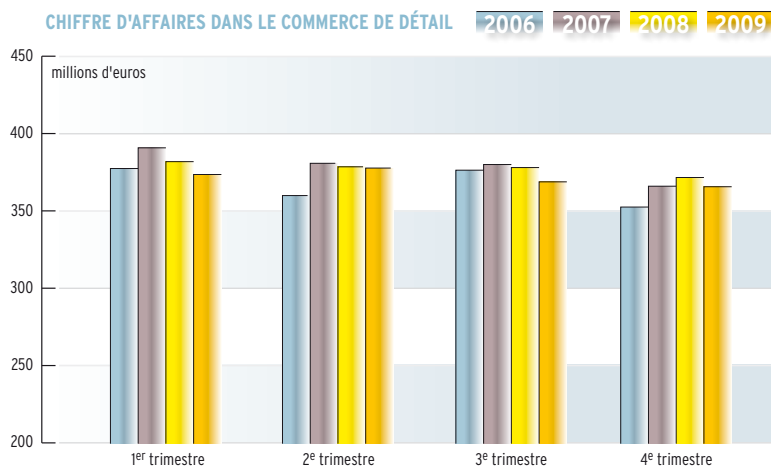
L'évolution est sensiblement plus favorable en ce qui concerne les services aux particuliers.

Au total, le niveau de consommation progresse par rapport à 2008, uniquement en raison du bon niveau d'activité dans le

domaine des services.

Depuis le début de la crise, en 2008, la situation de la trésorerie des ménages du Pays de Brest s'est dégradée et le montant des encours des crédits revolving s'est considérablement restreint. Au 2nd semestre 2009, la situation financière ne s'améliore pas. Seuls les autres crédits à la consommation se maintiennent à un niveau élevé. En progression très légère, ils traduisent une situation de financement de la crise par le crédit.

CHIFFRE D'AFFAIRES DANS LE COMMERCE DE DÉTAIL



Source : direction des services fiscaux

INVESTISSEMENTS PEU NOMBREUX



MAIS EN AUGMENTATION

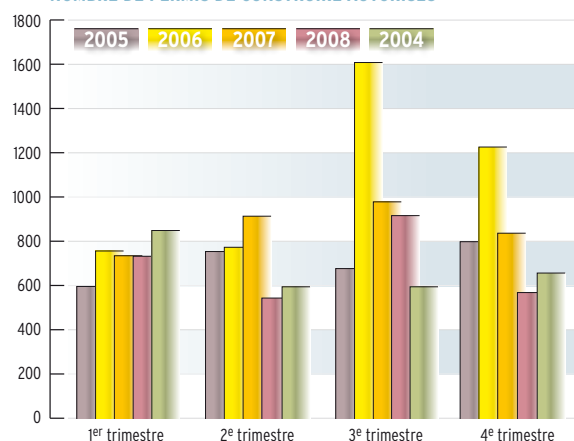
Le montant des encours pour le crédit habitat, qui au début de la crise avait eu tendance à diminuer, progresse à nouveau depuis le printemps 2009. Les niveaux d'épargne des ménages, qui s'étaient ponctuellement infléchis, tendent à augmenter.

Après un début d'année mieux orienté qu'en 2008, le nombre de permis de construire enregistré dans le Pays de Brest est moins élevé au 3^e trimestre; la situation s'améliore légèrement en fin d'année. La comparaison est quelque peu faussée puisqu'elle se fait avec la fin 2008, période à laquelle les premiers effets de la crise se sont manifestés.

Au 3^e trimestre ce sont surtout les logements collectifs qui diminuent très fortement, l'individuel pur enregistrant une moindre baisse de l'activité. Au 4^e trimestre, quelques opérations de logements collectifs et un marché de l'individuel pur, qui se maintient au niveau de celui de la fin 2008, permettent un meilleur résultat.

La commercialisation de logements neufs est bien orientée grâce notamment aux aides du secteur public (doublement du prêt à taux zéro, Pass foncier, dispositif Scellier au niveau national et passeport pour l'accession au niveau local) et dans un contexte de stabilité des prix. L'essentiel de cette activité se situe dans le territoire de Brest métropole océane.

NOMBRE DE PERMIS DE CONSTRUIRE AUTORISÉS



Source : DRE - Sitadel

Photo : Dominique Leroux

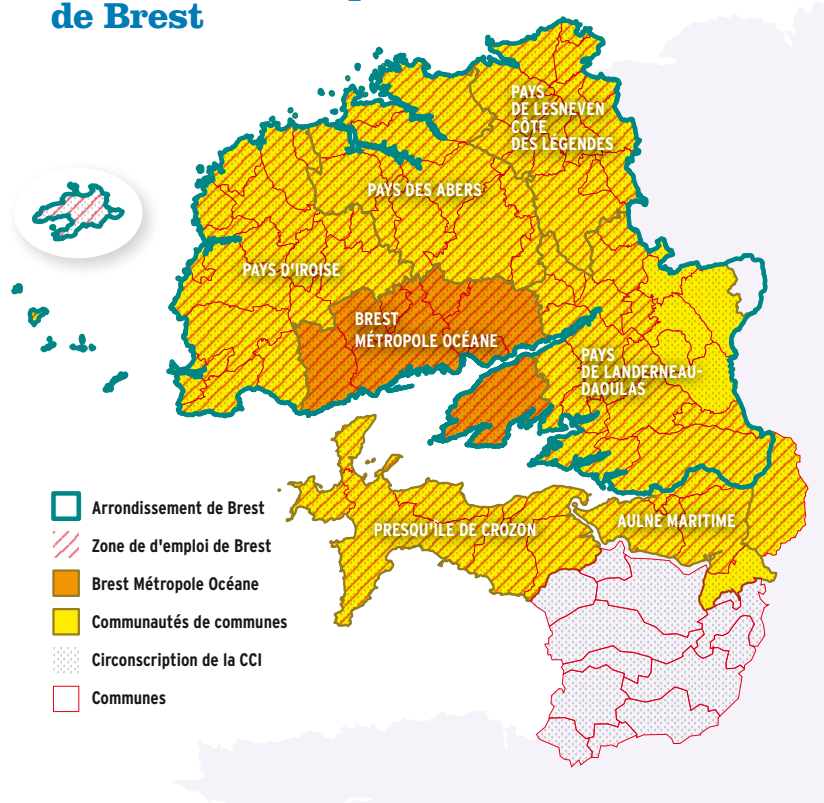


Logement : un nombre de permis autorisés qui se réduit

En France, le pouvoir d'achat a progressé dans un contexte de repli de l'inflation alors que l'évolution du niveau des revenus disponibles bruts s'est fortement ralentie. La dégradation du marché du travail se traduit notamment par une augmentation du taux d'épargne, une stagnation de la consommation et une remise en cause des projets d'accession immobilière. Les ménages ont également eu recours au crédit de façon plus importante; cela a eu comme conséquence une dégradation de l'indice de solvabilité.

L'effet des plans de relance coordonnés a eu un impact sur la demande intérieure, mais plus encore sur la demande extérieure.

Carte des découpages territoriaux sur la zone d'emploi de Brest



>>> suite de l'article de couverture

niveau local, il faut probablement aussi s'attendre en 2010 à une nouvelle croissance du chômage, mais de manière moins vive qu'en 2009.

Même si le niveau de consommation se maintient à un niveau élevé dans le Pays de Brest, il semble bien que les effets de la crise se fassent également sentir pour les ménages. Leur niveau de trésorerie est en baisse et le recours au crédit continue de s'amplifier. Dans ce climat d'incertitudes, les particuliers ont fortement diminué leurs acquisitions immobilières et ont constitué sur la période une épargne de précaution.



Photo : Benjamin Deroche

Quelques chiffres clés de la zone d'emploi de Brest

Estimation d'emplois au 31 décembre 2007 **153 878**
Source : INSEE dont **141 962** emplois salariés

Nombre de demandeurs d'emploi au 31 décembre 2009

Catégorie A	14 943
Catégorie B	3 450
Catégorie C	4 444

Source : DDTFP

Taux de chômage au 3^e trimestre 2009 **8,3%**

Source : INSEE



L'observatoire de l'économie de la zone d'emploi de Brest

Directrice de la publication : Claire Guihéneuf

Réalisation : François Rivoal, Nadine Le Hir, Céline Dagorn (Bmo - Inforem)

Traitements statistiques : Arnaud Jaouen

Maquette et mise en page : Dynamo+ Brest

Contact : ADEUPa - 24 rue de Coat ar Gueven -

29200 Brest - Tél : 02 98 33 51 71

adeupa-de-brest@adeupa-brest.fr

site web : www.adeupa-brest.fr

Tirage : 600 exemplaires

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2010

ISSN : 1623-6084

Réf. 10/60

Dates du semestre

JUILLET

- Le programme d'investissements de l'entreprise **SDMO** a démarré ; l'ensemble porte sur une surface de 10 000 m² pour un montant de 10 M€. Dans le nouveau bâtiment, seront installés un laboratoire et une école de formation.

AOÛT

- La **forme de radoub n°1** du port de commerce reprend du service. Les travaux de modernisation et d'élargissement terminés, elle vient d'accueillir son premier navire.

SEPTEMBRE

- La nouvelle antenne du **centre régional de formation en alternance des apprentis de l'industrie (CFAI)** ouvre à Brest.
- La crise dans le secteur de la construction pousse à la concentration : l'entreprise finistérienne de distribution de matériaux **Quéguiner** (Landivisiau) vient de racheter son concurrent **Vézo** (Lesneven).

OCTOBRE

- Le **groupe Ouest** structure ses activités dans le cinéma. Inscrit dans un projet européen pour développer un pôle de recherche et de création dédié aux effets spéciaux liés aux images numériques, il va s'installer à Plouneour-Trez avec 5 000 m² de locaux et de studios.
- DCNS** décroche 310 M€ de contrats pour l'entretien des frégates **Fremm** pour la Marine nationale. Les sites brestois et toulonnais vont être les premiers à en profiter. Un autre contrat de 500 M€ a été signé pour l'entretien des sous-marins nucléaires basés à l'Île Longue.
- Le centre d'appels **GDF Suez** de Brest va fermer (50 salariés).
- La société **Paul Champs** inaugure ses nouveaux locaux à Guipavas, sur la zone de Saint-Thudon. L'investissement de 4 M€ répond aux besoins d'accessibilité de l'entreprise.

NOVEMBRE

- Une **crèche inter-entreprises** de 60 places ouvrira ses portes au Frotouten à la rentrée 2010.
- Filiale du **Crédit Mutuel de Bretagne - Arkéa**, la banque en ligne **Fortunéo** est lancée. Elle proposait jusqu'à présent la gestion des opérations de bourse, elle devient une banque de plein exercice. 180 emplois vont être progressivement créés, dont la moitié à Brest.
- La chaîne brestoise **Tébéo** émet sur la TNT. Les présidents de **Tébéo**, **Ty Télé** (Lorient) et **TV Rennes 35** s'associent pour le lancement de l'Unité de programmes des télévisions locales de Bretagne permettant de mutualiser une partie de leurs productions pour réduire les coûts.

DÉCEMBRE

- À l'occasion des Assises de l'économie maritime et du littoral, le 1^{er} Ministre confirme la mise en place de la **plate-forme technologique des énergies marines renouvelables** à Brest. Elle sera implantée au centre Ifremer.
- DCNS** annonce sa décision d'implanter un incubateur dédié aux énergies marines renouvelables à Brest, qui va fédérer l'ensemble des compétences du groupe dans ce domaine.